France : prochaines restrictions et explosion des prix de l’essence et du gaz

écrit par Christine Tasin | 10 avril 2022

Alors qu’en mars dernier les Etats-Unis ont augmenté leurs achats de pétrole russe de 43%, ils poussent les gouvernements européens au boycott des produits russes. La France a très rapidement réagi puisqu’hier le gouvernement d’Emmanuel Macron a indiqué être prêt à « renoncer » au gaz et au pétrole russe pour protester contre la position de la Russie vis-à-vis de l’Ukraine.

Il est certain que les principales victimes de cette mesure seront non pas les Russes, mais les Français.

La Russie en effet ne manque pas de marchés en Asie et en Afrique (nouveaux contrats signés avec l’Inde par exemple) et sa production sera donc vendue sans aucun problème. Il n’y aura donc aucune conséquence négative ni pour les sociétes russes, ni pour les citoyens russes. Pour info, le prix de l’essence à la pompe en Russie est de 55 roubles environ (super-99), soit au cours actuel de l’euro, 60 centimes d’euros. Le prix a d’ailleurs quelque peu baissé au mois de mars.

Pour les français par contre ceci se traduira par des nécessaires restrictions de consommation. Il n’y a pas de miracle: Soit la France limitera sa consommation, soit elle devra acheter pétrole et gaz ailleurs. Si la France décide de limiter sa consommation, les entreprises limiteront donc leur production et les prix des produits finis augmenteront. Si la France décide d’acheter gaz et pétrole ailleurs pour compenser les ressources russes, elle pourra le faire mais à un prix bien plus élevé puisque la quantité disponible sur le marché sera réduite. C’est la loi simple du marché. Les Etats-Unis d’ailleurs se frottent les mains puiqu’ils se disent prêts à vendre leur gaz liquéfié… à un prix exhorbitant!

Dans tous les cas donc ce sont bel et bien les consommateurs français qui payeront les conséquences de la décision de Macron: Fortes augmentation du gaz de consommation courante et de l’essence à la pompe, augmentation générale des prix, voire rationnement avec mise en place de tickets de rationnement, mesure d’ailleurs envisagée publiquement il y a déjà quelques semaines par Emmanuel Macron.

Il est par contre probable que si un changement de gouvernement en France intervenait rapidement, le nouveau dirigeant français reviendrait à une politique raisonnable qui ne pénaliserait pas les simples citoyens.

Les citoyens français ont donc une décision très concrête à prendre quand ils devront choisir qui sera leur président les 5 prochaines années.

Campagne d’Information Citoyenne
CIC « élections 2022 »